

L'Avenir en commun, édition janvier 2025

Extraits choisis puis commentaire

Contrairement à ce que le titre laisse penser, c'est un programme LFI, et non pas un programme commun de la gauche. Mais il n'est qu'un développement du contrat de législature du Nouveau Front Populaire de juin 2024 (831 mesures en 137 pages au lieu de 23 pages). De plus, comme les autres formations n'ont pas de programme, il s'impose de facto.

Son volume en fait une arme électorale redoutable. Qui l'étudiera pour le critiquer ? Il a une apparence de sérieux. Les candidats de gauche peuvent choisir ce qu'ils souhaitent mettre en avant, taire ce qui les gêne, et même affirmer qu'il est financièrement crédible.

Après un relevé d'extraits, choisis pour leur caractère significatif ou clivant (7 pages), j'ai relevé la fréquence de certains mots et tenté un commentaire synthétique (1 page).

Léon Régent

Vidéo de présentation (28 janvier 2025)

Participants (tous LFI) : JL Mélançon, Clémence Guetté, Eric Coquerel, Mathilde Panot, Hadrien Clouet, Aurélie Trouvé, Emmanuel Bompard.

Introduction : Vers une nouvelle France

*La **nouvelle Constitution** sera l'occasion de graver dans le marbre la liberté de chacun pour choisir entièrement sa vie : droit à l'**avortement**, liberté de **genre** et **droit à mourir** dans la dignité.*

Faire la révolution citoyenne

À cette nouvelle France doit correspondre une nouvelle République. Ce sera le moyen pour le **peuple** de se refonder en **écrivant lui-même** les règles du jeu : la nouvelle Constitution.

Chapitre 1 : Le pouvoir au peuple

Organiser l'élection des administrateurs de la Sécurité sociale par les assurés eux-mêmes et leur donner le pouvoir de lever les cotisations. C'est qui, concrètement, les assurés ?

*Faire voter une **loi d'amnistie** pour les syndicalistes, les Gilets jaunes, les militants pour la paix, les écologistes, les associatifs et des différents mouvements sociaux dans les Outre-mer, condamnés pour leur participation à la vie publique.*

*Garantir l'accès à une **école publique laïque** dans chaque commune du pays.*

*Garantir l'indépendance, le pluralisme et le financement de l'audiovisuel public en instaurant une **contribution audiovisuelle dédiée**, universelle et progressive.*

*Transformer le « Conseil de déontologie des médias » créé en 2019 en véritable **contre-pouvoir citoyen**.*

*Instaurer une **neutralité** des plateformes.*

*Donner aux abonnés des journaux et aux usagers de l'audiovisuel public des **droits sur la gouvernance** de ces médias.*

Chapitre 2 : Par delà la propriété privée

Établir par **référendum** la liste des biens communs et services essentiels et les **collectiviser**.

Chapitre 3 : Citoyens dans l'entreprise et dans la ville

Augmenter l'enveloppe budgétaire des communes rurales par la création d'un fonds de soutien communal notamment pour **recruter et revaloriser les agents**.

Imposer la parité dans le binôme maire - premier adjoint.

Chapitre 4 : Étendre le domaine de la liberté

Déjudiciariser le **changement de sexe** à l'état-civil en le rendant libre et gratuit devant un officier d'état civil, pour les mineurs, permettre cette modification avec l'accord d'un des parents, en considérant qu'il s'agit d'une **démarche courante** comme le renouvellement de la carte d'identité.

Chapitre 5 : Élever le niveau d'instruction

Créer un service public de la petite enfance et ouvrir 500 000 places en crèche et modes de garde adaptés sur cinq ans.

Instaurer une **nouvelle carte scolaire** mettant fin à la ségrégation scolaire.

Personnels de l'Éducation nationale : **Rattraper le gel du point d'indice** depuis 2010.

Renforcer partout les effectifs de la vie scolaire (assistants d'éducation, assistants pédagogiques).

Créer un véritable service public d'accompagnement du handicap, avec un **nouveau corps de personnels fonctionnaires** et mettre fin à la mutualisation des accompagnants d'élèves en situation de handicap.

Abolir les privilèges de l'enseignement privé et abroger la loi Carle. La loi Carle met à la charge de la commune de résidence des familles le financement de la scolarisation des élèves lorsque ceux-ci sont scolarisés dans des écoles privées d'une autre commune.

Interdire les subventions facultatives des collectivités territoriales aux établissements privés sous contrat.

Interdire les diplômes privés professionnels.

Réinstaurer un service public national de l'orientation.

Réserver la taxe d'apprentissage aux **établissements publics**.

Bâtir un **statut protecteur** pour les jeunes chercheurs.

Garantir à tous les bacheliers **l'accès sans sélection** à la formation de leur choix.

Abroger les lois relatives aux libertés et responsabilités des universités.

Chapitre 6 : Partage des richesses

Instaurer une taxe réelle sur les **transactions financières**.

Socialiser certaines banques de détail (une fois les activités d'affaires des banques séparées des activités de détail).

Mettre en place une **autorisation de découvert** des États auprès de la BCE,
Créer un **héritage maximal** de 12 millions d'euros.
Établir une **taxe permanente** sur les **superprofits** étendue à l'ensemble des secteurs d'activité.
Refonder la **taxe foncière** pour la rendre **progressive** et que chacun paie à hauteur de son patrimoine total réel.
Mettre fin au **quotient conjugal**, système patriarcal favorisant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes, remplacer l'injuste **quotient familial fiscal** actuel par un **crédit d'impôt par enfant** que pourraient toucher toutes les familles.

Chapitre 7 : La force de l'entraide

Garantir une distance maximale (de quinze à trente minutes, en voiture ou en transport collectif) entre tout lieu d'habitation et les services publics essentiels (école, gare, hôpital, bureau de poste).
Réaffirmer le rôle du **département** comme échelle pertinente.
Réouvrir des **accueils physiques** dans les **services publics**.
Puisque le capitalisme ne supporte pas la démocratie, remplaçons-le.
Lutter contre le statut d'autoentrepreneur.
Le revenu mensuel de chaque personne atteindra le seuil de pauvreté (**1 216 €** pour une personne seule).
Atteindre l'objectif de **zéro sans-abri**.
Encadrer le prix des produits alimentaires de première nécessité.
Instaurer une **première tranche gratuite de consommation** d'électricité, de chaleur, d'eau, de gaz.
Garantir l'individualisation des droits et proposer l'automatisation des prestations sociales.
Assurer la **gratuité des protections périodiques** pour toutes et tous, quel que soit l'âge.
Encadrer les loyers.
Imposer les hautes transactions immobilières par une **taxe progressive**.
Limiter la concentration immobilière en instaurant un **plafond de cinq logements transmissibles par héritage** ; au-delà, les biens sont **réquisitionnés par l'État**.
Lancer un **plan d'urgence de prévention et d'éradication des punaises de lits**, avec la **création de services publics locaux dédiés**.
Planifier des moyens pour la justice et **recruter davantage de fonctionnaires**.
Garantir la gratuité des procédures les plus courantes (le **divorce**, par exemple).
Doubler les effectifs des services qui luttent contre les infractions financières.
Augmenter les effectifs en charge de la délinquance financière, du trafic d'êtres humains et du démantèlement des réseaux mafieux et doubler les effectifs de la police technique et scientifique.

Chapitre 8 : Travailler tous, travailler moins, travailler mieux

Rétablir la **retraite à 60 ans** après quarante années de cotisation.
Généraliser une **sixième semaine de congés payés** pour tous les salariés.

*Remettre en cause les autorisations de **travail le dimanche**.*

En finir avec la flexibilisation...

***Titulariser** les précaires des trois fonctions publiques.*

*Porter immédiatement le **SMIC mensuel à 1600 euros net**. Il est de 1399 € début 2025, c'est donc 14 % de hausse.*

*Fixer un **salaire maximal** autorisé pour limiter l'écart de 1 à 20 entre le salaire le plus bas et le salaire le plus haut dans une entreprise.*

***Punir** sévèrement le non-respect de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes par des sanctions financières et pénales.*

Revaloriser le traitement des fonctionnaires.

***Abroger la loi France Travail et l'obligation de réaliser 15h d'activités hebdomadaires** contre le revenu de remplacement (allocation-chômage, RSA, ASS, etc.).*

*Nous proposons d'établir une **sécurité sociale professionnelle**. À côté de la maladie, des accidents ou du chômage, elle couvrira un nouveau risque : celui de la carrière.*

***Doubler les effectifs** de l'inspection du travail.*

*Porter a minima au **niveau du SMIC revalorisé toutes les pensions** pour une carrière complète (salarié, indépendant, agriculteur), et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté.*

Chapitre 9 : Produire nous-mêmes pour répondre aux besoins

***Revaloriser la valeur du point d'indice** des fonctionnaires de 10 %.*

***Revaloriser les APL** de 10 %.*

***Instaurer une taxe kilométrique** aux frontières de la France pour dissuader les délocalisations et l'importation de produits trop éloignés.*

***Rénover l'intégralité** des réseaux d'eau et d'assainissement pour limiter les fuites.*

*Investir dans l'efficacité et la sobriété énergétiques, ainsi que dans les projets énergétiques innovants comme les **énergies marines renouvelables**.*

Chapitre 10 : Faire place à la nouvelle France

***Imposer la parité** entre les femmes et les hommes dans les institutions politiques, administratives, économiques, syndicales et associatives.*

*Créer dans l'entreprise une **commission de contrôle salarié sur l'égalité** entre les femmes et les hommes.*

*Renforcer le planning familial, **augmenter et pérenniser les financements des associations féministes et LGBTI**.*

Déconjugaliser et revaloriser l'allocation de soutien familial. L'ASF vise les parents isolés. S'agit-il de la maintenir en cas de remariage ?

***Rembourser** le traitement hormonal de la ménopause.*

*Garantir l'égal accès et l'effectivité du droit à l'IVG et le choix de la méthode d'IVG et **supprimer la double clause de conscience des médecins**.*

Abolir la prostitution.

***Garantir le droit du sol** intégral à tous les enfants nés en France, le rétablir sur l'ensemble du territoire national et faciliter l'accès à la nationalité française.*

***Créer un Commissariat** à l'égalité.*

*Instaurer le 4 février comme **jour férié** national.*

Service citoyen obligatoire.

***Collectiviser** les EHPAD privés à but lucratif.*

***Créer un corps de fonctionnaires** pour les personnels d'accompagnement des élèves en situation de handicap.*

*Permettre aux préfets de se substituer aux maires pour **imposer les travaux** et fermer les bâtiments privés ne respectant pas la loi, et **imposer** un plan de mise en accessibilité des transports.*

Chapitre 11 : Humaniser par la culture et le sport

Créer une médiathèque publique en ligne gratuite regroupant les œuvres tombées dans le domaine public. Pourquoi ne pas proposer la réduction du délai de 70 ans après la mort de l'auteur pour qu'une œuvre tombe dans le domaine public ?

***Redevance** sur les droits patrimoniaux des créateurs à partir de leur décès.*

***Créer un fonds** pour la création en faveur des communes qui transforment les panneaux publicitaires en espaces d'affichage pour les artistes et l'expression libre.*

***Augmenter la taxation** sur les retransmissions sportives à la télévision et **créer une taxe** sur les transferts pour financer le sport amateur.*

***Interdire la publicité** pour les paris sportifs.*

***Rembourser** le sport santé, ou « sport sur ordonnance », grâce à la Sécurité sociale.*

Chapitre 12 : Planification écologique

***Créer un Conseil** à la planification écologique.*

***Relever les ambitions climatiques de la France** avec pour objectif une baisse de 65 % des émissions en 2030 (au lieu de 50 % actuellement).*

***Obliger** les entreprises à mettre en œuvre une **comptabilité carbone**.*

***Créer une Agence** pour les relocalisations.*

***Redécouper les Régions** à partir des bassins versants et leur confier l'eau comme première responsabilité.*

Chapitre 13 : Les grands chantiers de la bifurcation écologique

*Lancer un plan massif de **200 milliards d'euros** d'investissements écologiquement et socialement utiles.*

Annuler les cadeaux fiscaux accordés sans contrepartie aux plus grandes entreprises ces dix dernières années.

***Renationaliser** la SNCF et refuser la mise en concurrence des lignes de transport.*

Renationaliser les autoroutes, en revenant sur les hausses de prix passées, ainsi que les aéroports stratégiques. Si on renationalise, pourquoi pas rendre les autoroutes gratuites en compensant, à budget égal, par une hausse de la TVA sur les carburants ?

Sortir du nucléaire : abandonner les projets d'EPR (European Pressurized Reactor – Réacteur pressurisé européen), planifier le démantèlement, la réhabilitation et la reconversion des sites nucléaires et de l'ensemble de leur bassin de vie.

Annuler les hausses du tarif du gaz depuis 2017.

Refaire l'isolation d'au moins 700 000 logements par an.

Cibler les aides à la rénovation en fonction des revenus des ménages.

Interdire immédiatement et réellement les plastiques à usage unique, remettre en place la consigne pour les bouteilles et bocaux en verre, **rendre obligatoires** le recyclage, le compostage ou l'incinération.

Créer un service public de la réparation et du réemploi.

Rendre obligatoire l'écoconception des produits.

Faire reculer la publicité dans l'espace public, **interdire** le dépôt de prospectus publicitaires commerciaux dans les boîtes aux lettres, les panneaux publicitaires numériques et le démarchage téléphonique commercial.

Instaurer un protectionnisme écologique.

Chapitre 14 : Protection des biens communs et des droits de l'espèce

Appliquer le triptyque « **surveiller, contrôler, sanctionner** » et réguler face au libre marché.

Gérer les risques industriels avec la **création d'une autorité de sûreté** indépendante des risques industriels, **augmenter le nombre d'inspecteurs** des Installations classées pour la protection de l'environnement.

Créer un haut-commissariat à l'eau.

Rendre effectif le droit à l'eau et à l'assainissement par la gratuité des mètres cubes indispensables à la vie digne et par la suppression de l'abonnement.

Instaurer une **tarification progressive et différenciée selon les usages**.

Renforcer les effectifs de la police de l'eau et des inspecteurs de l'environnement.

Systématiser le recours au fret fluvial.

Décider démocratiquement d'un nouveau partage sobre de l'eau.

Augmenter les moyens humains et financiers de l'Office national des forêts.

Augmenter les salaires des forestiers.

Interdire le dessouchage.

Assurer une traçabilité complète des importations.

Renforcer les moyens humains et matériels de lutte contre les feux de forêt.

Refuser les organismes génétiquement modifiés (OGM).

Chapitre 15 : Une approche de santé globale

Faire un pôle public du médicament.

Interdire la publicité alimentaire sur tous les supports (radiophonique, audiovisuel et électronique) à destination des enfants et adolescents.

Garantir en permanence l'accès à cinq fruits et légumes de saison à prix bloqués.

Chapitre 16 : Une diplomatie altermondialiste pour la paix

Se retirer immédiatement du commandement intégré de l'OTAN puis, par étapes, de l'organisation elle-même.

Créer un pôle public de l'armement, stopper les privatisations des industries d'armement et des missions de défense nationale, puis les réintroduire dans le secteur public.

Créer un Commissariat à la dissuasion de demain, chargé de réunir des chercheurs en pointe sur le sujet et de penser les différentes options alternatives au nucléaire.

Réaffirmer que l'ONU est le seul organe légitime pour la sécurité collective.

Mettre en place des sanctions contre le gouvernement Netanyahu, interrompre les accords de coopération économique avec Israël et décréter un embargo sur les armes.

Faciliter l'accès aux visas, régulariser les travailleurs, étudiants, parents d'enfants scolarisés et instituer la carte de séjour de dix ans comme titre de séjour de référence.

Chapitre 17 : Europe

Nous désobéirons aux règles européennes incompatibles avec l'application de l'Avenir en commun.

Cesser d'appliquer unilatéralement les normes incompatibles avec nos engagements écologiques et sociaux telles que la directive sur le détachement des travailleurs, les règles budgétaires, les règles de la concurrence, la libre circulation des capitaux.

Chapitre 18 : Nouvelles frontières de l'humanité

Créer un lycée de la mer dans chaque département maritime.

Augmenter les moyens de surveillance, de protection et de sécurisation effective de notre domaine maritime et de ses axes stratégiques.

Fédérer les différentes missions vers Mars et assurer la participation française à ces missions.

Passer sous contrôle public les infrastructures du numérique et des télécommunications et les relocaliser.

Construire un cloud véritablement public.

Créer une agence publique des logiciels libres.

Créer un centre national du jeu vidéo et développer une filière publique de formation dans ce domaine.

Créer la mission nationale de maîtrise de l'intelligence artificielle.

Créer une fonderie française pour microprocesseurs.

Fréquence de certains mots

Droit... 134 fois

Interdi... 66 fois, Oblig... 39 fois, Imposer 12 fois, Exige... 11 fois, Encadrer 10 fois

Garantir 69 fois, Service(s) public(s) 45 fois, Règle... 36 fois, Contrôl... 28 fois, Statut 20 fois

Créer 73 fois, Instaur... 56 fois, Abrog... 30 fois, Supprimer 24 fois, Lancer 19 fois, Recrute... 13 fois, Abolir 10 fois

Financ... 83 fois, Augment... 50 fois, Gratuit 31 fois, Dette 25 fois, Revaloriser 13 fois, SMIC 11 fois, RSA 4 fois

Entreprise 73 fois, Lutter 34 fois, Femme... 32 fois, Retraite 19 fois, Parité 7 fois

Liberté 31 fois, Démocrati... 26 fois, Constitution 21 fois, Protectionnisme écologique 6 fois, Genre 6 fois, Famille 6 fois, Simplification 2 fois, Individualisation 1 fois, Bureaucratie 0 fois, Productivité 0 fois, Grève 0 fois

Qu'en penser ?

C'est un programme révolutionnaire anti-capitaliste, qui refuse la suprématie de l'argent : la concurrence, mais aussi la dette (annulée) et toute contrainte financière. Paradoxalement, dans ce monde rêvé qui n'est pas le nôtre, l'argent honni coule à flot, qu'il soit créé par la BCE ou pris aux très riches. Le revenu mensuel minimal d'une personne seule sera de 1216 € (pour un SMIC porté à 1600 € net). Retraite à 60 ans si 40 annuités. Le coût des nationalisations souhaitées n'est pas évoqué...

La gauche mélange son rêve et la réalité d'aujourd'hui. Elle fait miroiter l'impossible, elle trompe.

La France refusera les règles européennes qui la gêne (déficit limité, libre circulation des capitaux...) et se protégera de la concurrence (protectionnisme baptisé écologique). Il y a là une parenté avec le Rassemblement national, sauf au plan immigration.

Si l'argent (la réussite économique) n'est plus le maître, qui dirige, qui décide des prix quand ils sont encadrés... ? La réponse de principe, c'est « le peuple ». Mais en pratique ? On perçoit un régime de type communiste, avec des fonctionnaires plus nombreux (multiplication des comités théodules) qui veilleront à ce que soit appliquée une loi beaucoup plus intrusive qu'aujourd'hui (obligations, interdictions...). Au lieu de simplifier, on augmentera considérablement la « bureaucratie totalitaire ».

La France se passera rapidement d'énergies fossiles et de nucléaire. Le caractère intermittent des énergies dites renouvelables n'est pas mentionné.

Les salaires de la fonction publique seront revalorisés.

L'augmentation du nombre de fonctionnaires (société de plein emploi) porte beaucoup sur l'enseignement public laïc, sans que la baisse de la natalité soit évoquée.

Les « avantages » de l'enseignement privé seront supprimés.

La suppression du quotient conjugal et du quotient familial semble viser la suppression d'avantages familiaux jugés anormaux et non pas une individualisation / simplification de l'IR.

Il s'agit de déposséder les bourgeois et les capitalistes au profit du « collectif ». C'est la doctrine marxiste de lutte des classes adoptée par la CGT en 1906 (charte d'Amiens). La violence est légitimée par l'amnistie des manifestants qui ont été condamnés.